



# LE SOCIO-SCORE DU MINISTÈRE DE L'ECOLOGIE BILAN DE L'AGENDA SOCIAL 2020/2022

## SOCIO-SCORE

Défendre les ministères techniques



Un chantier sur les compétences techniques qui navigue sans cap et dans le brouillard, celui sur les compétences administratives qui est resté au port...

Augmenter les salaires et améliorer les carrières



Des chantiers statutaires pour la plupart au point mort... sauf ceux que l'administration veut faire passer en force (scission du corps des PETPE, transfert de gestion des ATE/TE à l'OFB)

Suppression en 2022 des malus à la mobilité dans le système RIFSEEP.

Année décalage ISS réglée, oui, mais dans quelles conditions de chaos et trahison de la parole ministérielle de 2019 avec la bascule de l'ensemble de la filière technique au RIFSEEP ?

Bien peu de réelles revalorisations à l'initiative du MTECT (chantiers de convergence dans les administrations départementales), et une bascule au RIFSEEP de la filière technique largement auto financée sur les futures générations.

Améliorer les conditions de travail



**RPS** : juste des affichages, aucune action sur les risques primaires (violence des restructurations), l'encadrement intermédiaire rendu responsable

**Risques chimiques** : une instruction certes...reste à voir les actions

**Enseignements de la crise COVID** : rien sauf le télétravail !

Télétravail, déconnexion, semaine de 4j



Un accord sur le télétravail oui, un accord sur la déconnexion vide de contenu, une expérimentation de la semaine de 4j à généraliser et élargir

Renforcer les droits collectifs et sortir du monologue antisocial



Le ministère avait des leviers pour amoindrir les effets de la loi de « Transformation de la Fonction Publique »... il n'en a saisi que bien peu ! Quelques garde-fous dans les LDG décrochées mais largement insuffisantes !

Elargir et renforcer l'action sociale



Des budgets globalement consolidés, des attaques interministérielles sur les CLAS endiguées (pour le moment...), une négociation prévue dans le prochain agenda social

Consolider le droit à la formation



Fermeture dogmatique de l'ENTE, aucune stratégie sur les écoles du ministère, 1 agent sur 2 sans formation chaque année, agents des DDT exclus du droit au CPF

Lutter contre toute forme de discrimination



Des accords contre les discriminations et pour la prise en compte du handicap dont les suites restent à mesurer

Améliorer les conditions d'accès à la retraite



Rien sur la prise en compte de la pénibilité de certaines missions, rien sur l'annulation des décotes